

# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

VENDREDI 18 SEPTEMBRE 1981

N° 129

PRIX : FRANCE 2 F  
ANTILLES 3 F

## Editorial

### CESAIRE : AU DELA DE LA MISSION « CULTURELLE », QUEL RÔLE POLITIQUE ?

Mardi soir, Aimé Césaire s'exprimait à la télévision à propos de la mission que vient de lui confier le gouvernement pour les questions culturelles aux Antilles.

Césaire expliqua comment il concevait son nouveau rôle et quels étaient ses buts...

Incontestablement, le poste qui est offert à Césaire dépasse très largement les seuls problèmes culturels. Le problème est éminemment politique. Au premier chef, eu égard à la personnalité de l'homme lui-même : écrivain et poète de renommée mondiale, député maire de Fort-de-France et représentant manifeste de la lutte pour la dignité des Antillais.

A ce titre, Césaire apparaît donc comme l'interlocuteur privilégié d'un gouvernement qui tente d'apaiser une situation politique marquée par un problème colonial et national aux Antilles.

Car cette question a toujours été la pierre d'achoppement de tous les gouvernements qui se sont succédés depuis la fin de la guerre. Depuis cette période en effet, toute la vie politique aux Antilles et tous les rapports politiques entre l'impérialisme français et les peuples de Martinique et de Guadeloupe ont tourné autour de la question du statut. Car toutes les revendications populaires, celles de la classe ouvrière comme celles des couches petites bourgeoises, reviennent toujours à ce point central qu'est le statut des Antilles. Ces dix dernières années en particulier ont été très riches en luttes et ont vu la revendication nationale et l'expression du sentiment national se faire sentir de façon plus aiguë. Le point culminant étant l'apparition de groupes terroristes en Martinique, Guadeloupe, Guyane peu ou prou soutenus par la population depuis plus d'un an.

Le malaise permanent et l'instabilité sociale et politique aux Antilles est donc un fait bien réel. Le gouvernement de la gauche française est tout comme les autres obligé de tenir compte de ce fait dans la politique qu'il mène aujourd'hui aux Antilles. Les précédents gouvernements, ceux de la droite, ont tenté de résoudre le problème en essayant de « départementaliser » et d'assimiler, sans y arriver et en réprimant l'expression du sentiment national et l'aspiration à la dignité.

Aujourd'hui, les socialistes au pouvoir tentent de régler le problème en ouvrant la brèche aux représentants du nationalisme antillais. Oh, certes, pas encore aux plus radicaux, mais à celui qui, tout en étant le « chantre de la dignité de l'homme colonisé », n'en reste pas moins un homme « responsable », modéré, un homme de gouvernement, bref, un interlocuteur valable, ayant l'assise populaire et la notoriété requises pour l'être vraiment.

Rien à voir donc avec ces bœuf-ouï-ouï noirs de service, à qui les gouvernements ont toujours confié quelque poste en guise de hochet ou de sucette...

D'ailleurs, Césaire l'a bien laissé entendre en affirmant que s'il ne savait pas encore ce que le ministre allait lui proposer exactement, il savait ce que lui allait proposer et faire...

suite p. 4

## LE PARTI COMMUNISTE MARTINIQUEAIS ET LES IMMIGRÉS : PAROL EN BOUCH' PAS CHAGE !



Dans le dernier numéro de *COMBAT* (n° 33) le Parti communiste martiniquais précise sa position vis-à-vis des immigrés haïtiens, sainte-luciens et dominicains, dont le Conseil général vient de voter

l'expulsion de la Martinique lorsqu'ils sont en situation irrégulière.

On se souvient que le Conseil général a voté ce projet de loi à l'unanimité moins une abstention, celle de Jean-Elie du GRS.

Autrement dit, les élus du PCM ont voté pour, au côté des élus de droite.

Sans désapprouver l'attitude de ses élus au Conseil général, le PCM condamne l'attitude qui consiste à rendre les immigrés de la Caraïbe responsables de l'accroissement de la délinquance et de la drogue en Martinique. Mais le PCM ne se prononce pas sur l'attitude qui consiste à rendre les immigrés responsables du chômage en Martinique. Serait-il d'accord avec une telle analyse ?

En tous les cas, peut-être pour dédouaner ses élus du Conseil général, il se plaint que ces derniers n'aient pas pu disposer de beaucoup de temps pour étudier le dossier qu'on leur a remis concernant ce projet de loi sur les immigrés. Mais il ne va pas jusqu'à réprocher leur vote.

Cette attitude honteuse est bien caractéristique d'un parti qui trahit les intérêts de la classe ouvrière tout en prétendant la défendre.

Quant à nous, nous pensons et nous le répétons, que tous les travailleurs sont frères, qu'ils soient Haïtiens, Dominicains, Sainte-Luciens ou Martiniquais. Les seuls

Suite p. 2

## ALLEMAGNE DE L'OUEST : LES DECLARATIONS BELLIQUEUSES DE HAIG : L'IMPERIALISME AMERICAIN MONTRE LES DENTS

Le secrétaire d'Etat américain, le général Alexander Haig vient de faire un voyage en Europe au cours duquel il a violemment pris à parti l'Union soviétique et a soutenu la nécessité d'installer des fusées supplémentaires (les fusées Pershing) en Europe, et notamment en Allemagne de l'Ouest. Il a soutenu la nécessité d'entreposer en Europe la fameuse « bombe à neutrons », arme nouvelle que l'administration Reagan a décidé de construire, soi-disant pour lutter contre « l'expansionnisme soviétique ».

Pour Haig, cette tournée était d'autant plus nécessaire que dans différents pays européens, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent contre le surcroît d'armement des Etats-Unis, et que tout au cours de l'été un peu partout des manifestations ont eu lieu. Ainsi, le jour même du principal discours de Haig à Berlin-Ouest, plus de 50 000 personnes des jeunes en majorité ont violemment protesté contre sa visite et contre les installations de bombes à neutrons en Allemagne. Cette manifestation a d'ailleurs été violemment réprimée par la police du gouvernement social-démocrate de Helmut Schmidt, allié fervent du militarisme américain, et fort embarrassé par les protestations neutralistes et pacifistes qui se font jour dans la jeunesse allemande, au sein même du parti social-

démocrate.

Sachant tout cela, et connaissant toutes les résistances soulevées par son attitude de « faucon », Haig en a attaqué d'autant plus violemment les pacifistes et l'Union soviétique, accusée d'être expansionniste.

En réalité, l'attitude Haig est dans le droit fil des prises de position du gouvernement américain avec l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis l'an passé.

Ce que la bourgeoisie américaine reprochait à l'ancien président Jimmy Carter, c'est de se montrer trop « faible » et de ne pas avoir défendu assez bien les intérêts américains notamment en Iran, dans l'affaire des otages. Par ailleurs, Carter avait tenté de rendre moins visible le soutien des Etats-Unis aux dictatures sanglantes d'Amérique notamment.

Avec Reagan la bourgeoisie américaine veut démontrer qu'elle reste aussi puissante que par le passé, toujours aussi capable d'intervenir dans tous les coins de la planète contre son rival soviétique. On a pu voir cette nouvelle politique à l'œuvre avec le soutien renforcé aux dictatures sanglantes, comme celle du Salvador, ou encore avec la provocation montée en Méditerranée contre la Libye, au cours de laquelle deux avions libyens ont été abattus par des avions

américains. C'est maintenant la décision de surarmer à outrance les pays européens membres de l'OTAN.

Est-ce à dire qu'il s'agit véritablement là d'un retour à la guerre froide comme c'était le cas pendant les années 50 par exemple, avec l'isolement de l'Union soviétique et de ses alliés et l'intervention militaire comme en Corée ?

Vraisemblablement non ! Car les ponts ne sont absolument pas rompus entre les deux puissances, même si la diplomatie américaine a connu un regain d'activité ces derniers mois. En réalité les déclarations tapageuses d'un Haig ou d'un Reagan sont avant tout destinées à ce rival soviétique... avant les négociations prévues entre l'Amérique et l'Union soviétique pendant le mois de novembre.

Il s'agit en faisant le plus de publicité possible sinon d'impressionner l'adversaire, du moins de lui montrer par avance qu'on ne reculera pas au-delà d'une certaine limite fixée au préalable. C'est en même temps une adresse envers les mouvements opposés au réarmement américain pour leur indiquer que, quoiqu'il en coûte, l'Amérique n'a pas l'intention de reculer.

Tout cela, on le savait déjà. Seule la manière de le dire a changé.

J. Bruel

# LA DOMINATION CULTURELLE

## ET LES TRAVAILLEURS

La mission culturelle confiée récemment à Aimé Césaire par le gouvernement remet au centre du débat le problème de la culture en Guadeloupe, Martinique et Guyane.

Dominés politiquement et économiquement ces 3 pays le sont également culturellement. Pour asseoir et renforcer sa domination économique et politique le colonialisme français a dû recourir aussi à la domination culturelle. Aussi s'est-il attaché à interdire l'usage du créole dans les écoles et tous les lieux publics, ce n'est que tout récemment que le créole est autorisé sur les ondes, à dévaloriser certaines pratiques culturelles en les présentant comme des pratiques propres aux « vieux nègres ». Il en a été ainsi longtemps du Gro Ka, des veillées mortuaires et de toutes les manifestations culturelles un tant soit peu populaires.

L'œuvre d'assimilation totale souhaitée et voulue par le colonialisme français passait bien par cette castration culturelle.

Et c'est bien toute la population, les pauvres, les travailleurs, les petits-bourgeois et les intellectuels qui souffrent de cette oppression culturelle.

Le problème de la domination culturelle est donc avant tout un problème politique. Il ne peut être réglé dans le cadre colonial actuel. Croire qu'il suffira par exemple que le créole soit autorisé dans les écoles ou qu'une place plus grande soit faite au gro-ka par la bienveillance d'un gouvernement qui se situe à 7000 km pour qu'il n'y ait plus de domination culturelle c'est se faire des illusions et participer à la « mystification » coloniale.

Il faut donc faire sauter le verrou colonial dans toutes ses dimensions pour mettre fin à l'oppression culturelle. Et cela pas morceau par morceau, mais simultanément. La décolonisa-



tion sera à la fois politique, économique, sociale et culturelle ou ne le sera pas du tout. Le combat contre la domination culturelle ne peut en aucune façon être détaché des autres aspects de la lutte anti-coloniale.

Pour toutes ces raisons les travailleurs et plus particulièrement la classe ouvrière ne peuvent rester indifférents au problème de l'oppression culturelle, puisqu'avant tout il est un élément de leur asservissement économique et social. Et c'est précisément parce que l'étouffement culturel constitue un barrage pour les travailleurs dans leur combat quotidien contre l'oppression économique et sociale qu'il prend toute cette importance aux Antilles et en Guyane, et qu'il leur est nécessaire d'en faire leur affaire.

Du reste ce sont les nombreuses luttes engagées par toutes les catégories de travailleurs qui ont mis en évidence la domination culturelle.

Pour ne prendre que l'exemple du gro-ka, c'est bien parce qu'il s'agit d'une pratique plus particulièrement propre aux ouvriers agricoles et aux travailleurs ruraux en général, que son rejet officiel pendant longtemps est apparu comme un mépris profond pour le peuple. Il en est ainsi de toutes les pratiques culturelles populaires.

A l'origine de la prise de conscience de la domination culturelle, les luttes des travailleurs ont également permis l'éclosion de certaines œuvres littéraires et artistiques.

C'est dire combien les luttes des travailleurs et le combat culturel dans ses multiples aspects sont intimement liés.

Partant de cette constatation la petite bourgeoisie nationaliste fait du combat contre la domination culturelle, son principal cheval de

bataille. Théâtres, manifestations culturelles privilégiant divers aspects de la culture locale ont constitué une part importante de leur activité tant en Martinique qu'en Guadeloupe.

Et cela se comprend. Vivant dans des conditions de loin plus acceptables que la grande majorité de la population (ouvriers agricoles, ouvriers des autres secteurs, noirs pauvres) la petite bourgeoisie des Antilles et plus particulièrement la petite bourgeoisie intellectuelle, a des exigences économiques et sociales infiniment moindres, et se trouve de ce fait, n'avoir comme principale revendication : la reconnaissance de l'identité culturelle et de la spécificité nationale.

Tout le programme de la petite bourgeoisie nationaliste se réduit donc à cette revendication. Et même quand certaines organisations de cette petite bourgeoisie semblent prendre en compte des revendications des ouvriers et autres petites gens, c'est pour bien souvent subordonner ces revendications à leur programme politique.

En faisant de la recherche de l'identité culturelle et de la création d'un état national leurs objectifs politiques principaux, en développant toute leur propagande sur le thème « Nou tout sé guadeloupéen » corollaire du reste de l'existence d'une culture commune à tous, les organisations de la petite bourgeoisie visent à empêcher toute expression autonome de la classe ouvrière et à prendre ainsi la direction de la lutte contre le colonialisme.

C'est pourquoi même si les travailleurs se doivent de soutenir les revendications de la petite bourgeoisie en matière culturelle, ils ne peuvent aucunement rentrer leurs propres revendications de classe au profit de ces revendications.

Jean Ignace

## MARTINIQUE :

# LE PROGRESSISTE, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT ET DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE

Depuis l'élection de Mitterrand à la présidence de la République et l'installation d'un gouvernement de gauche en France, le PPM ne manque pas une occasion de proclamer son soutien au nouveau pouvoir, à un point tel que cela frise l'indécence quand cela n'est pas simplement ridicule. Le numéro 912, daté du 9 septembre, du « Progressiste » est un exemple des variations du PPM sur le thème « passe moi la brosse à reluire afin que je te montre comment je sais bien flatter »

Car tout est fait pour tenter de démontrer que comme le dit Darsières « avec le nouveau pouvoir, le changement est possible » (P.2 du Progressiste). Et tout y passe : les 5 milliards de subvention pour le bâtiment, proclamés « ballon d'oxygène doublement vivifiant », et la mise sur pieds de la société d'économie mixte autour du Lareinty. C'est aussi la publicité faite pour le projet de loi de décentralisation de Gaston Defferre, dont Darsières attend que « certains pouvoirs soient confiés à nos élus ».

Mais après avoir donné au secrétaire d'état Emmanuelli du « monsieur le Ministre » gros comme le bras, « Le Progressiste » continue : « Encore une intervention de Césaire couronnée de succès : la Martinique sera bientôt dotée d'un scanner », appareil qui de toute façon était demandé depuis longtemps par le Centre Hospitalier de Fort-de-France.

En page 4, sous le titre « un nouvel état d'esprit », il est fait le compte-rendu d'une réunion où le préfet sur les inondations récentes de Fort-de-France. Le « nouvel état d'esprit » ayant sans doute consisté au fait que 2 représentants de la municipalité se soient assis à la même table que 3 fonctionnaires français !

En page 5, les sommets sont atteints lorsque l'on nous invite à saluer au passage la très démocratique pratique qui consiste par la voie de ces communiqués préfectoraux, à tenir le public informé de



ce qui se fait ! Voilà l'ex-fonctionnaire de police qu'est le préfet Jean Chevance devenu le porte-étendard de la démocratie style PPM ! Il s'agissait du compte-rendu d'une réunion destinée à répartir des crédits pour la construction de 588 logements exactement, alors qu'il y a plus de 6000 demandes non satisfaites présentées en moins d'un an !

Alors tout cela ce n'est que de la flatterie, envers le nouveau pouvoir. Cette flatterie est d'autant plus choquante quand, en page 8 du « Progressiste » il est fait le compte-rendu de la conférence de presse du nouveau préfet. Là pas un mot de ces fameuses déclarations où Chevance se vantait de poursuivre la politique économique commencée par ses prédécesseurs, politique qui comme chacun sait a conduit la Martinique à la ruine pour le plus grand

profit des affairistes et des capitalistes. Pas un mot non plus sur le fait que le nouveau préfet a déclaré qu'il maintiendra l'ordre comme ses précédents évidemment.

Alors, oui, le « moratoire » est vraiment mis en place. Où sont les déclarations de Césaire, vieilles de 18 mois, sur l'inélasticité de l'indépendance ?

Où est le « nègre marron fondamental » ?

Toutes ces paroles semblent oubliées de même que semblent oubliées les déclarations de Darsières demandant à ses « amis métropolitains » de quitter la Martinique, avant qu'il ne soit trop tard.

Cela doit ouvrir les yeux de tous ceux et notamment des jeunes, qui se sont rapprochés du PPM croyant voir dans ce parti un authentique parti anticolonialiste, désireux de lutter pour la libération de la Martinique. Le radicalisme de Darsières, Alier ou Césaire, ce n'est rien d'autre que de la démagogie.

Cette démagogie a pu se perpétuer d'autant mieux que le pouvoir colonialiste français les ignorait. Maintenant, tous ces messieurs du PPM tournent casaque parce qu'on leur promet l'ombre d'un futur pouvoir. Mais ils n'ont aucunement en tête les

problèmes de la jeunesse et des travailleurs martiniquais.

Car ces messieurs ne peuvent ignorer que les maux qu'ils ont combattus et dénoncés en paroles n'ont pas cessé d'exister avec le changement de gouvernement. Ils n'ignorent pas non plus, malgré tout ce qu'ils disent, que l'on ne prend aucune mesure pour régler des problèmes comme ceux du chômage, des bas salaires. Les dirigeants du PPM savent bien que le pouvoir blanc est demeuré intact et tel quel en Martinique : administration, justice, forces de répression ; bref, l'appareil d'état en son entier est toujours le même, sauf qu'à Julia a succédé le flic en chef Chevance !

Ce sont toujours les blancs qui détiennent l'essentiel des richesses aux Antilles. C'est l'existence de cette mince couche de privilégiés qui bloque toute perspective d'amélioration du sort des larges masses.

Le PPM sait tout cela. Il le dénonçait à sa manière et timidement, certes, il n'y a pas plus de 6 mois. Mais il préfère aujourd'hui entonner des airs à la gloire de Mitterrand et d'Emmanuelli.

Jacques Buel

## LE PARTI COMMUNISTE MARTINICHAIS ET LES IMMIGRÉS

SUITE DE LA PAGE 1

responsables du chômage ce sont les colonialistes et les capitalistes de tous poils et de toutes couleurs, et non les travailleurs immigrés. Et s'il y a des gens à expulser de la Martinique ce sont bien les colonialistes et les capitalistes. Les seuls parasites ce sont eux.

Alors, quand le PCM écrit dans « Jus-

» que « les immigrés... sont nos frères de la Caraïbe... » pendant que ses élus au Conseil général votent des lois pour les expulser du pays, on se demande sur quoi il faut croire le PCM : sur ses actes ou sur ses paroles ?

C.G.

# A PROPOS DE LA GREVE DE L'HOPITAL

La grève des travailleurs de la cuisine au nouveau centre hospitalier de Pointe-à-Pitre s'est terminée comme on le sait, par un succès.

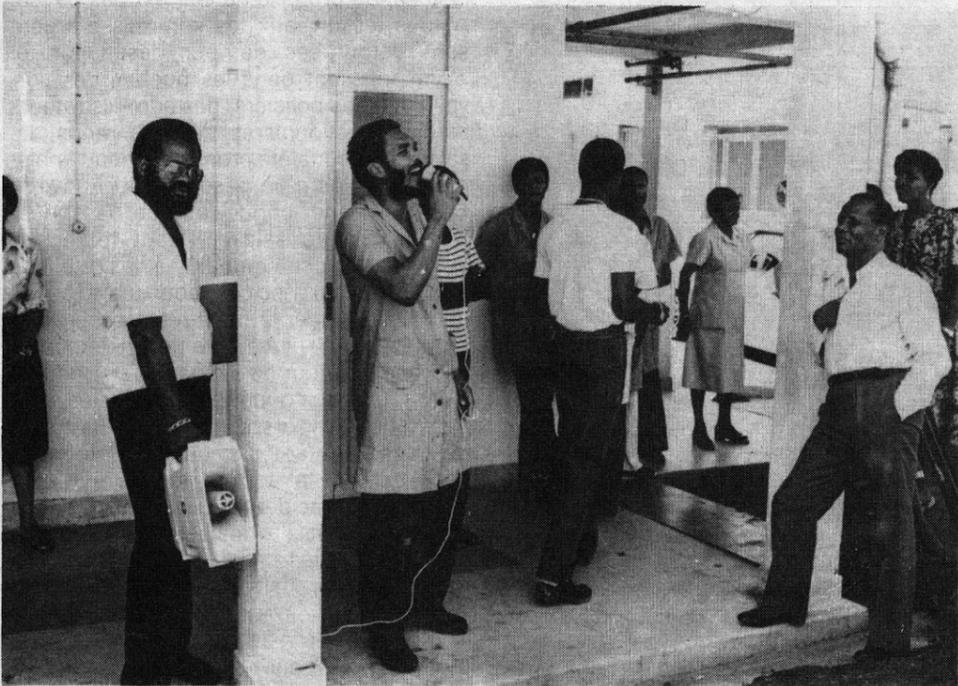
Travailleurs de l'hôpital et malades se sont

rassemblés devant le bureau du directeur pour exiger la réintégration des deux licenciés.

C'est devant leur détermination que la direction a fini par céder.

L'action des malades fut donc positive au lieu de se tourner contre les grévistes, ils ont su trouver le véritable responsable : la Direction. Nous publions ci-dessous deux tracts du

comité de grève, l'un adressé aux malades après la grève, l'autre aux travailleurs de l'hôpital.



## AUX TRAVAILLEURS MALADES QUI ONT SOUTENU LA GREVE ET QUI ONT AGI

Hier nous vous demandions votre soutien. Nous avons eu votre soutien. Aujourd'hui nous avons gagné et cette victoire est aussi la vôtre.

La présence des malades dans le bureau et autour du bureau du directeur, aux côtés des travailleurs de l'hôpital a été un facteur sinon déterminant mais tout au moins particulièrement important pour que la direction cède et que nos deux camarades soient titularisés.

Vous en aviez assez de manger en retard et vous vous êtes tournés contre la direction pour qu'elle règle cette affaire... elle l'a fait en agissant comme nous le lui demandions depuis longtemps : elle a titularisé nos camarades.

Eh bien ! Cela montre que l'unité des travailleurs même lorsqu'apparemment ils semblent avoir des intérêts opposés (malades qui doivent manger et grévistes de la cuisine) cette unité là est payante. Cela montre qu'il faut toujours connaître son véritable ennemi...

L'administration en général n'est pas l'amie des travailleurs. La population dont nous sommes a le droit et le devoir d'intervenir dans tout ce qui ne va pas. Le droit parce que c'est bien notre travail qui fait fonctionner la société. Et c'est ce que vous

avez fait hier. Vous aviez désigné des représentants à nos côtés dans les négociations. Ils ont su défendre notre cause commune : notre dignité.

Dans le domaine hospitalier en particulier, la population a de quoi revendiquer. Les hôpitaux sont en nombre insuffisant, ensuite, ils sont mal organisés car il n'y a pas assez de personnel et ils ne sont pas entièrement gratuits. Il faudrait se battre aussi pour la gratuité totale de la santé. Bref, il y a bien des domaines dans lesquels il faudrait que la population mette son nez...

Nous devons prendre la parole ! et nous occuper des affaires qui nous concernent.

Hier, nous avons gagné une lutte longue et difficile. Demain lorsque vous serez guéri et que vous retournerez à votre travail, que vous retrouverez les problèmes qui vous assaillent... Vous pourrez méditer sur la lutte des employés de la cuisine. Pourquoi ne pourrait-elle pas vous servir d'exemple à vous aussi pour obliger votre patron à ne pas licencier ou à augmenter vos salaires ?...

Car seule la lutte paie. C'est le langage que comprennent, patrons, capitalistes et administration.

**Le comité de grève.**

## A TOUS LES MALADES DE L'HOPITAL VIVE LA LUTTE ELLE A PAYÉ - PAR ELLE NOUS AVONS GAGNÉ

Travailleurs, notre détermination, notre préparation, notre volonté de voir titulariser nos deux collègues licenciés par la direction, tout cela a été payant. Nous avons gagné.

Face à la montée du mécontentement, face à l'élargissement de la grève qui commençait dans les autres services, grâce aussi aux travailleurs malades qui se sont associés aux mouvements et sont venus revendiquer dans le bureau de la direction, l'autorité de l'hôpital a cédé.

Comment se fait-il que ce ne soit qu'à ce moment que le conseil d'administration se soit réuni en quatrième vitesse ? On a vu Bangou, Samman, Démocrite et bien d'autres accourir. Parce que tout ce monde a senti le danger que représentait notre force organisée, la force des travailleurs en lutte. Pourtant voilà plus d'un mois que nous réclamions la réintégration et la titularisation de nos deux camarades.

Cela prouve que ceux qui nous dirigent ne comprennent que le langage de la colère et de la force. On n'obtient rien sans lutte, sans combat. Cela nous devons le retenir pour l'avenir aussi.

Mais si la victoire a été possible, c'est que ce mouvement a été profondément dirigé par les travailleurs eux-mêmes. Ce sont les travailleurs de la cuisine qui ont décidé, voté la grève à plusieurs reprises en assemblée générale. Ce sont eux qui ont élu un organisme pour les représenter, et faire avancer les choses, entre les assemblées générales : le Comité de Grève.

Dans cette lutte, nous avons obtenu le soutien actif des syndicats. Mais c'est dans l'unité à la base que les employés ensemble ont organisé toute la lutte.

La lutte que nous avons menée a été principalement une lutte pour la dignité et le respect des travailleurs de l'hôpital. Nous avons montré que l'on ne pouvait pas ainsi jeter deux travailleurs à la rue comme une orange pourrie après en avoir bien sucé le jus pendant trois ans et demi. Cela n'était pas acceptable de la part d'hommes et de femmes travailleurs qui avaient le souci de permettre à deux d'entre eux de continuer à vivre plus ou moins décemment en gardant leur emploi, qui avaient le souci d'arrêter les bras d'une direction qui « coupe et hache » au-dessus de notre tête comme si nous étions sans

cerveille, sans réflexion, de simples robots.

Eh bien, non, nous ne sommes pas des robots, ni des béni-oui-oui. Nous refusons les notes arbitraires, les rapports bidons, sans contrôle, les « dossiers secrets » qui font penser au système policier de mise en fiche et de contrôle.

L'administration est de plus en plus une entité déshumanisée, froide, bureaucratique qui ne raisonne jamais en fonction des véritables intérêts des gens, mais en fonction de toute autre chose.

C'est pour cela que si nous, travailleurs, nous n'intervenons pas souvent et avec force pour dire notre mot, nous sommes écrasés et moralement détruits, mangés par la machine administrative.

C'est pour cette raison, qu'il nous faut réagir à chaque atteinte portée au gain pain donc à la dignité d'un travailleur et que nous devons réagir sur tout ce qui ne va pas à l'hôpital, discuter entre nous, nous réunir, poser les problèmes et toujours mieux nous organiser pour résister ou attaquer l'administration quand cela est nécessaire. En attendant, aujourd'hui nous pouvons dire que notre lutte a payé et que cette victoire est non seulement celle de tous ceux qui, pendant des jours et des jours, ont mené un combat, mais aussi celle de tous les travailleurs de l'hôpital sur lesquels avait rejailli le mépris lancé à deux de nos camarades.

**Le comité de grève**

## L'ECOLE MAYECO MENACÉE DE FERMETURE

A la veille de la rentrée scolaire, l'école Mayeco est menacée de fermeture. Ce sont près de 200 élèves qui risquent de se retrouver à la rue. De nombreux parents se verront contraints de garder chez eux des enfants qui n'ont pu suivre jusqu'au bout leur scolarité soit pour des raisons d'échec scolaire ou de manque de place dans les lycées ou dans les CES. La seule solution qui s'offre à ces élèves c'est de poursuivre leurs études à leurs propres frais dans des écoles privées où ils parviennent à se rattraper et à obtenir des diplômes.

En bénéficiant au cours de deux ou trois années d'une formation intellectuelle ou professionnelle, ces élèves ne se retrouvent donc pas tout de suite à la vie active candidats au chômage.

A l'annonce d'une possibilité de fermeture de l'école Mayeco les élèves, les parents et les professeurs qui sont menacés de licenciement ont élevé une vive protestation et organisé différentes actions, montrant leur mécontentement.

Ce mécontentement se justifie d'autant plus que les problèmes évoqués pour la fermeture de l'établissement sont surmontables. Selon l'administration, l'état vétuste des locaux est à l'origine de la mise hors service de l'école. Que les locaux soient vétustes, et que cela constitue un danger permanent pour les usagers, c'est fort possible. La seule solution n'est pas la fermeture définitive de l'établissement. L'administration cherche la solution la plus facile qui consiste à ne pas supporter les frais nécessaires à la remise à neuf de l'école, ou à l'aménagement de nouveaux locaux.

## REBONDISSEMENT DU SCANDALE DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE : QUE FAIT LE PREFET GUY MAILLARD ?

Le 27 août 1980, 14 agents de l'hôpital psychiatrique de St Claude étaient licenciés pour soi-disant abandon de postes.

En réalité ce n'était là qu'un prétexte pris par l'administration pour sanctionner ces agents qui avaient eu le courage de dénoncer la violation d'un arrêté préfectoral du 20 décembre 1972 relatif à l'organisation de la sectorisation psychiatrique du département. Rappelons que cette organisation prévoyait un découpage en 4 secteurs dont deux en Grande-Terre et deux en Basse-Terre.

Passant outre cet arrêté le Conseil d'administration en sa séance du 26 novembre 1979 décidait de créer un troisième poste de médecin chef donc un cinquième secteur, lequel conseil d'administration était ce jour-là présidé par Maître Lucette Michaux Chevry et où l'on retrou-

vait, représentant le personnel, Luc Fleury pour l'UTS.

Pour permettre l'installation de ce 5<sup>e</sup> secteur, le directeur avait donc entrepris des travaux qui avaient entraîné l'évacuation de 54 malades dans un bâtiment prévu pour 38 et l'installation de 45 autres sur un chantier.

C'est pour protester contre cette série d'irrégularités que les 14 agents licenciés avaient refusé de travailler dans ces conditions.

Depuis, le tribunal administratif de Basse-Terre a eu à statuer sur cette affaire. Malgré un avis favorable du commissaire du gouvernement, représentant du conseil d'état au tribunal administratif, le tribunal a purement et simplement rejeté la demande en annulation des requérants, le 19 juin 1980.

Nous apprenons aujourd'hui que le ministre

de la Santé, monsieur Jack Ralite, qui dans une lettre adressée au préfet Maillard en date du 30 juillet 1981 déclare « Il apparaît que ces licenciements présentent un caractère abusif. Dans ces conditions, leur réintégration me semble hautement souhaitable ».

Et le ministre de demander au préfet Maillard de le tenir informé de la suite qu'il donnera à cette affaire.

En dépit de cette injonction du ministre le préfet Maillard continue à garder le silence.

Le préfet a-t-il choisi délibérément d'agir contre les 14 agents qui sont dans leur bon droit ?

En tous cas son attitude actuelle vient rappeler avec force que le colonialisme est bien vivace en Guadeloupe.

# Suite

## de l'éditorial

Mais quoiqu'il en soit, si les travailleurs ne savent pas exactement ce qui se prépare dans les salles de discussion entre le gouvernement et les partis, ils peuvent reprendre à leur compte l'attitude de Césaire lui-même vis-à-vis du gouvernement : c'est-à-dire d'ores et déjà faire savoir au gouvernement ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas, mais le faire savoir à Césaire aussi. Et par leurs luttes.

Ceci dit, qu'est ce que tout cela peut bien signifier pour les travailleurs, les malheureux, les noirs pauvres des Antilles ?

Eh bien tout d'abord qu'une période de dialogue et de discussion de certains avec le gouvernement est ouverte. D'ailleurs, cette période est déjà amorcée par quasiment tous les partis : PPM, PCM, PCG, UPLG, et même certains « socialistes » guadeloupéens qui ont préparé une « contribution » pour le prochain congrès du PS sur les questions touchant au caractère colonial des Antilles...

Césaire n'est donc que la plus éminente et la plus représentative figure de cette tendance au dialogue et à la discussion des partis de gauche avec le gouvernement. Soit.

Il est difficile de savoir aujourd'hui quelle sera l'issue du rôle joué par Césaire et des discussions qu'entament tous les partis, mais tout cela est peut-être un indice de changements politiques probables aux Antilles, à plus ou moins long terme.

Ils peuvent faire savoir que les plus colonisés ce sont eux, parce qu'ils sont pauvres, et que la véritable décolonisation des Antilles doit passer par eux. Car les travailleurs ne peuvent être décolonisés s'ils restent sous le joug des grosses sociétés anonymes qui ferment leurs usines à leur gré, s'ils restent soumis au diktat des gros propriétaires fonciers, des capitalistes de tout poil qui les embauchent et les licencient selon la courbe de leur taux de profit, d'une administration blanche raciste qui les méprise...

La mission « culturelle » de Césaire passe-t-elle par ce chemin là ? Les travailleurs ont toutes les raisons d'en douter car Césaire, allié du gouvernement « socialiste » français qui est un gouvernement bourgeois malgré son nom, ne veut pas mettre fin au pouvoir de la bourgeoisie et du capitalisme. Les travailleurs ne peuvent se contenter de la recherche de « l'identité » antillaise si chère à Césaire. Leur dignité à eux certes passe par la reconnaissance de leurs droits à se diriger eux-mêmes de manière indépendante du pouvoir colonial, mais elle passe aussi par une vie plus décente, c'est-à-dire débarrassée de l'exploitation et de la misère, du chômage, de l'émigration forcée.

Césaire lui-même affirmait que les peuples des Antilles aspiraient à la fois à la sécurité et à la liberté. Ce n'est pas faux et cela est même légitime. Mais précisément, cette « sécurité » et cette « liberté », les travailleurs ne peuvent l'obtenir en comptant sur des hommes « providentiels », ou sur le gouvernement fût-il de gauche... Ils ne peuvent l'obtenir que par eux-mêmes, par leur propre lutte. Quelle meilleure sécurité que celle assurée par ses propres forces ? Quelle meilleure liberté que celle garantie par sa propre lutte ?...

Les travailleurs ont donc intérêt, quel que soit le changement politique qui peut survenir, à mettre en avant leurs propres revendications et à mener la lutte contre l'agression permanente dont ils sont victimes, chômage, licenciements, bas salaires. Cela ne gêne pas les capitalistes qu'un gouvernement de gauche discute avec Césaire ou d'autres. Ils continuent à exercer leur loi, pendant que d'autres discutent de « l'identité ». Voir les manœuvres de ceux qui veulent fermer l'usine Beauport par exemple.

Les travailleurs ont intérêt à s'organiser fermement contre eux pour que demain, quels que soient les plans des partis et des politiciens, ils puissent devenir la seule force, le seul interlocuteur valable avec lequel tout partenaire devra discuter. Car personne d'autre qu'eux-mêmes ne peut discuter plus honnêtement de leur sort et de leur avenir.

### ERRATUM

Dans notre dernier numéro, nous signalions la présence du Docteur Dagonia au conseil d'administration de l'hôpital le dernier jour de la grève. En réalité, M. Dagonia n'était pas là. Il s'agissait de M. Saman, maire de Morne-à-l'Eau.

LIVRE :

# « SUCRE AMER »

## de Maurice Lemoine



### « SUCRE AMER » de Maurice Lemoine

Ce livre est un reportage extrêmement bien documenté et vivant sur les conditions de vie et de travail des ouvriers haïtiens qui s'embauchent chaque année en République dominicaine pour couper la canne.

Maurice Lemoine (journaliste, auteur également de « Nos ancêtres les Gaulois - Le mal antillais ») a passé plusieurs mois dans les « bateys », c'est-à-dire les plantations de canne, de République dominicaine. Il a su observer et décrire dans le détail l'exploitation honteuse des travailleurs haïtiens par le Conseil d'Etat du sucre, organisme d'état qui gère les milliers d'hectares de canne nationalisés du pays.

Cette exploitation se fait avec l'accord et la complicité du gouvernement par Jean Claude Duvalier qui reçoit chaque année plus d'un million de dollars du gouvernement Guzman pour l'envoi de 15 000 travailleurs haïtiens en République dominicaine. Ces travailleurs sont précieux pour l'économie de ce pays puisqu'ils représentent une main d'œuvre extrêmement bon marché, indispensable pour enlever la « zafra » - la récolte - de canne. Les gouvernements haïtien et dominicain s'entendent pour que ces 15 000 ouvriers passent et repassent la frontière chaque année à l'ouverture et à la fermeture de la récolte. Ils signent un contrat qui stipule un certain nombre d'engagements de la part des deux gouvernements pour assurer le transport, l'hébergement, la nourriture, les soins médicaux et la paye des ouvriers haïtiens. Mais dans la pratique ces engagements ne sont pas respectés et les « braceiros » sont traités comme du bétail.

C'est à travers l'histoire d'un de ces ouvriers, Estimé Mondestin, que Maurice Lemoine nous raconte la terrible tragédie qu'est en fait pour ces travailleurs leur séjour dans les plantations dominicaines.

L'auteur nous prévient dès le début du livre : « Dans ce récit nulle fiction hélas. Seuls les noms des quelques personnages

centraux et celui du « batey » où se déroule le principal de l'action ont été modifiés. On comprend aisément pourquoi ». Et en effet, on comprend au fur et à mesure qu'on avance dans le récit que le simple fait de décrire la situation telle qu'elle est, représente un danger pour les travailleurs concernés. Car dans le système policier qui est celui d'Haïti, aussi bien que de la République dominicaine, la moindre dénonciation des conditions révoltantes dans lesquelles sont embauchés et vivent ces milliers de travailleurs, peut provoquer des représailles sanglantes sur ceux qui auraient parlé. L'auteur a donc pris une précaution élémentaire en ne citant pas les noms réels de certains personnages. Mais tout le reste est bien la triste réalité.

Estimé Mondestin, comme des milliers d'autres chômeurs de Port-au-Prince, et des quartiers misérables de la campagne haïtienne, est attiré par les annonces alléchantes du gouvernement qui promettent de bons salaires pour la coupe de la canne dans le pays voisin. Plutôt que de continuer à crever de faim à Port-au-Prince, il décide d'aller s'embaucher espérant ainsi réaliser quelques économies qui lui permettront de vivre, lui et sa famille, plusieurs mois après son retour.

C'est là que les obstacles commencent. Il doit emprunter de l'argent à un usurier peu scrupuleux, puis graisser la patte aux « Tontons Macoutes » qui montent la garde devant le bureau d'embauche. Certains payent même les médecins qui les examinent pour avoir une chance de partir.

Enfin il est embauché. Alors c'est l'attente interminable. Puis le transport par autobus et camion, sans rien à manger, jusqu'aux champs de canne du batey. Là les ouvriers (qu'on surnomme les Kongos) sont parqués dans de vagues hangars vides baptisés dortoirs. C'est dans ces bâtiments nus, sans eau ni électricité, sans lits pour la plupart, qu'ils logeront pendant tout le temps de la récolte. Naturellement

l'allocation promise ne leur est pas payée. A tous les niveaux les sommes d'argent sont détournées de leur destination et s'engloutissent dans les poches des surveillants, des policiers, des administrateurs et des fonctionnaires de tous rangs. Le salaire qui leur a été promis se réduit finalement à moins d'un peso par jour (environ 6 F) pour une longue journée de coupe. Sur ce maigre salaire il faut retirer les achats à l'épicerie du batey et les retenues effectuées par l'épicier pour les avances qu'il consent car la paye n'est pas versée régulièrement, et les pots de vin versés au cabrouettier pour qu'il daigne venir ramasser la canne coupée et l'apporter à la pesée (les ouvriers sont payés à la tonne de canne. Autant dire qu'il ne leur reste rien à la fin de la récolte. De plus, s'ils sont malades ou accidentés, non seulement ils perdent leur salaire mais il ne sont ni soignés ni rapatriés.

Les Kongos haïtiens sont étroitement surveillés par les autorités dominicaines : ils n'ont ni le droit de quitter leur batey ni le droit de rentrer chez eux. Ils ont été « vendus » par Duvalier au Conseil d'Etat du sucre. Aussi surveillants, policiers et militaires, épaulés par les Macoutes haïtiens, leur font-ils la chasse. Malheur à l'ouvrier rencontré loin de son batey ! Les forces armées ont la gachette facile !

Après plus de 6 mois épuisants dans les champs de canne, les Kongos peuvent enfin rentrer chez eux. Mais ils rentrent comme ils sont partis : les mains vides. Le maigre argent qu'ils ont réussi à gagner s'est envolé dans les poches de l'épicier, de l'usurier, des fonctionnaires qu'il a fallu corrompre pour ne pas être arrêté, du cabrouettier, du peseur de cannes, du surveillant, etc...

Beaucoup d'ailleurs ne rentrent pas : retenus en République dominicaine par leurs dettes, par la prison, par une mutilation à la machette, ou bien morts par balle ou par maladie.

Certains se résignent, mais dans le cœur de la plupart couve la révolte.

Maurice Lemoine ne s'est pas borné à décrire les conditions de travail dans les plantations du Conseil d'Etat du Sucre. Il parle également des ouvriers dominicains ou haïtiens, qui travaillent dans les plantations privées de République dominicaine, les milliers d'hectares de terre détenus par des compagnies américaines comme la Gulf and Western, ou la Vicini, et les vastes propriétés des hauts gradés de l'état major de l'armée dominicaine. Il dénonce avec vigueur, chiffres à l'appui, les profits fabuleux réalisés par ces sociétés ou ces particuliers, sur la sueur des ouvriers agricoles, et la répression féroce qui s'abat sur ces derniers à la moindre tentative d'organisation ou de révolte.

Un livre donc qu'il faut lire pour connaître la vie des travailleurs haïtiens et dominicains, nos voisins, sous des régimes de dictatures impitoyables.

C. Goya

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Aux Ets Yaourts Littée, au Vert-Pré, le béké bafoue le droit syndical.

Au mois d'avril 1980, le délégué syndical de la CSTM, délégué élu du personnel, a été licencié avec l'autorisation de l'Inspection du Travail, à la suite d'une grève menée par le personnel en solidarité avec deux autres camarades licenciés.

La CSTM a attaqué ce licenciement devant les Tribunaux.

Le 7 avril dernier, à la requête de notre conseil, Maître Manville, le Tribunal administratif a donné raison à notre Centrale syndicale en annulant le licenciement.

La CSTM a, conformément à la législation du Travail exigé la réintégration de notre délégué

syndical, par lettre recommandée adressée aux Ets. Yaourts Littée le 27 juillet dernier.

L'Inspection du Travail a reconnu le bien-fondé de notre démarche et l'a fait savoir au béké propriétaire de l'entreprise.

Pourtant, à ce jour, ce dernier persiste dans son attitude rétrograde anti-syndicale et refuse la réintégration.

La CSTM déclare solennellement être prête à tout entreprendre pour que les droits fondamentaux des Travailleurs soient enfin respectés dans ce pays.

TRAVAILLEURS MARTINICAIS, OSONS LUTTER, OSONS VAINCRE...

Fort de France, le 11 septembre 1981

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresse :

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728